



**Convention sur l'élimination
de toutes les formes
de discrimination à l'égard
des femmes**

Distr. générale
22 mai 2008
Français
Original : anglais/espagnol/français

**Réunion des États parties à la Convention
sur l'élimination de toutes les formes
de discrimination à l'égard des femmes**

Quinzième réunion

New York, 30 juillet 2008

Point 5 de l'ordre du jour provisoire*

**Élection, conformément aux dispositions
des paragraphes 4 et 5 de l'article 17 de la Convention,
des 11 membres du Comité devant remplacer ceux
dont le mandat arrive à expiration le 31 décembre 2008**

Note du Secrétaire général

1. Conformément au paragraphe 4 de l'article 17 de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, le Secrétaire général convoquera la quinzième réunion des États parties au Siège de l'Organisation des Nations Unies, le 30 juillet 2008, pour que les États parties procèdent à l'élection de 11 membres du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, à partir d'une liste de personnes désignées par les États parties pour remplacer celles dont le mandat arrive à expiration le 31 décembre 2008 (voir annexe I). Les noms des autres membres, qui continueront à siéger au Comité jusqu'au 31 décembre 2010, figurent à l'annexe II.

2. Conformément au paragraphe 3 de l'article 17 de la Convention, le Secrétaire général, par une note verbale datée du 29 février 2008, a invité les États parties à soumettre le 30 avril 2008 au plus tard des candidatures en vue de l'élection de 11 membres du Comité. Le Secrétaire général a dressé la liste alphabétique de toutes les personnes désignées à cette date, en indiquant les États parties dont elles sont les candidates.

* CEDAW/SP/2008/1.



<i>Noms des candidats</i>	<i>Pays ayant présenté leur candidature</i>
Fadheela Al-Mahroos	Bahreïn
Nicole Ameline	France
Magalys Arocha Domínguez	Cuba
Marie Thérèse Avemeka	République du Congo
Violet Tsisiga Awori	Kenya
Barbara Evelyn Bailey	Jamaïque
Mercedes Barquet Montané	Mexique
Niklas Bruun	Finlande
Fahima Charafeddine	Liban
Mary Shanthi Dairiam	Malaisie
Indira Jaising	Inde
Madina Jarbussynova	Kazakhstan
Latifa Jbabdi	Maroc
Soledad Murillo de la Vega	Espagne
Marie-Christine Ntagwirumugara	Burundi
Silvia Pimentel	Brésil
Victoria Popescu	Roumanie
Zohra Rasekh	Afghanistan
Xiaoqiao Zou	Chine

3. Les curriculum vitæ des candidats, communiqués par leurs gouvernements respectifs, figurent à l'annexe III.

Annexe I**Liste des 11 membres du Comité dont le mandat arrive à expiration le 31 décembre 2008**

<i>Noms des membres</i>	<i>Pays</i>
Magalys Arocha Dominguez	Cuba
Mary Shanthi Dairiam	Malaisie
Françoise Gaspard	France
Tiziana Maiolo	Italie
Silvia Pimentel	Brésil
Hanna Beate Schöpp-Schilling	Allemagne
Heisoo Shin	République de Corée
Glenda P. Simms	Jamaïque
Anamah Tan	Singapour
Maria Regina Tavares da Silva	Portugal
Xiaoqiao Zou	Chine

Annexe II

Liste des membres qui siégeront au Comité jusqu'au 31 décembre 2010^a

<i>Noms des membres</i>	<i>Pays</i>
Ferdous Ara Begum	Bangladesh
Meriem Belmihoub-Zerdani	Algérie
Saisuree Chutikul	Thaïlande
Dorcas Ama Frema Coker-Appiah	Ghana
Cornelis Flinterman	Pays-Bas
Naéla Gabr Mohamed Gabre Ali	Égypte
Ruth Halperin-Kaddari	Israël
Yoko Hayashi	Japon
Violeta Neubauer	Slovénie
Pramila Patten	Maurice
Dubravka Šimonović	Croatie

^a Hazel Gumede Shelton (Afrique du Sud) a été élue à la quatorzième réunion des États parties en juin 2006 pour siéger jusqu'au 31 décembre 2010. Elle a démissionné en 2007 et l'Afrique du Sud désignera donc un autre expert conformément au paragraphe 7 de l'article 17 de la Convention.

Annexe III

Curriculum vitae des candidats

Fadheela Al-Mahroos (Bahreïn)

Date et lieu de naissance

10 novembre 1954, Bahreïn

Langues de travail

Parfaite maîtrise de l'arabe et de l'anglais à l'oral et à l'écrit

Situation/fonction actuelle

- Membre du Conseil suprême de la femme
- Conseillère pédiatre au centre hospitalier Sulmaniya, Ministère bahreïnien de la santé
- Maître de conférences en pédiatrie à la faculté de médecine de l'Université du Golfe, Bahreïn
- Présidente du Département de la protection de l'enfance au Ministère bahreïnien de la santé
- Présidente du Comité pour la recherche médicale en ce qui concerne les soins secondaires, Ministère bahreïnien de la santé
- Présidente du Conseil d'administration du Centre bahreïnien pour la protection de l'enfance
- Membre du Comité national pour l'enfance, Bahreïn
- Membre du Réseau arabe pour la prévention des mauvais traitements et négligences envers les enfants
- Membre de la Société internationale pour la prévention des mauvais traitements et négligences envers les enfants

Études

- Septembre 2004 : Maîtrise, Enseignement des professions de la santé, Université du Golfe, Bahreïn
- Décembre 1997 : Diplôme en gestion des services de santé, Royal College of Surgeons, Irlande et Ministère bahreïnien de la santé
- Juin 1988 : Diplôme de l'American Board of Pediatrics
- Janvier 1983 : Diplôme en santé de l'enfant, National University of Ireland, Dublin (Irlande)
- Juillet 1979 : Diplôme de docteur en médecine de la faculté de médecine de l'Université d'Alep (Syrie)

Principales activités professionnelles

- Défense des droits de l'enfant. A participé à l'établissement de la loi bahreïnienne relative à la protection de l'enfance.
- Pédiatre spécialiste des mauvais traitements et négligences envers les enfants. Appelle l'attention du public sur ce problème depuis le début des années 90 et a fait de nombreuses conférences devant différents groupes professionnels à Bahreïn, en Arabie saoudite, à Oman, en Jordanie, à Varsovie, au Maroc, à Doha et aux Émirats arabes unis. Fait œuvre de sensibilisation sur l'étendue du fléau, sa reconnaissance, sa gestion et les mesures de prévention nécessaires.
- Exemples d'interventions :
 1. Coordination d'un atelier de cinq jours tenu à Riyad sur les réponses pluridisciplinaires à apporter aux mauvais traitements et négligences dont sont victimes les enfants : novembre 2007 et mai 2008. Tenue d'un atelier similaire à Bahreïn en avril 2008;
 2. Exposé sur les mesures à prendre face aux mauvais traitements envers les enfants dans les pays du Conseil de coopération du Golfe : réalités et défis, Amman, février 2004, et réunion d'experts à Riyad, avril 2004;
 3. Atelier sur la reconnaissance des abus sexuels dont sont victimes les enfants, Amman, avril 2004;
 4. Exposé sur l'exploitation sexuelle des enfants, Forum culturel national, Bahreïn, 2003;
 5. Les mauvais traitements envers les enfants : la position de Bahreïn, à la neuvième Conférence marocaine sur les droits des enfants, Casablanca (Maroc), 25 et 26 juin 2002;
 6. L'expérience de Bahreïn en ce qui concerne les mauvais traitements envers les enfants, Diagnostic et gestion des mauvais traitements envers les enfants à la Conférence de l'Arabie saoudite, Riyad, mars 2002;
 7. Les mauvais traitements envers les enfants : l'expérience de Bahreïn et Que faire contre les mauvais traitements envers les enfants? – deux exposés présentés à la Conférence internationale sur la santé des enfants, à l'Université du Sultan Qaboos, et au Ministère de la santé d'Oman, du 5 au 7 février 2001;
 8. Le statut des mauvais traitements à Bahreïn et Protéger les enfants : est-ce possible? – deux exposés présentés à la première Conférence de l'Association médicale du Golfe, Bahreïn, du 24 au 26 novembre 1998.

Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat de l'organe conventionnel auquel postule le candidat

- Défense des activités de promotion des droits de l'homme et des droits de la femme. A organisé et facilité des ateliers sur les droits de la femme dans le contexte de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et sur les femmes dans la société : équité sociale et droits, à l'occasion desquels elle est aussi intervenue.

- Membre de plusieurs organisations : Association médicale de Bahreïn, Association bahreïnienne pour le développement de l'enfant, Médecins pour les droits de l'homme (États-Unis, 1986-1994), Amnesty International (États-Unis, 1988-1996) et Société internationale pour la prévention des mauvais traitements et négligences envers les enfants
- Membre du jury du Conseil arabe de spécialisation en pédiatrie, Damas. Experte des droits des enfants. Conseil arabe pour l'enfance et le développement, Le Caire

Publications les plus récentes dans le domaine

- Al-Mahroos F *et al.* : « Child abuse, Bahrain's Experience », 2005, *Child Abuse & Neglect, International Journal*, n° 29, p. 187 à 193.
- Al-Mahroos FT et Bandaranayake RC : « Teaching Ethics in Medical Schools », *Annals of Saudi Medicine*, 2003, n° 23 (1-2), p. 1 à 4.
- Al-Mahroos FT : « Responding to Child Abuse in Bahrain: critical look at the present situation and future vision ». Chapitre du livre intitulé *Protecting Children from Abuse*, Centre bahreïnien d'études et de recherches, 2002 (sous presse).
- Al-Mahroos FT & Al-Saleh F. : « Umbilical Cord Blood Lead Level of Newborns in Bahrain », *Current Pediatrics Research*; 2000, n° 4(1), p. 7 à 12.
- Contribution à quatre chapitres du *Textbook of Clinical Pediatrics*, les chapitres 192 (sur les diarrhées infectieuses), 197 (sur le pancréas), 203 (sur les maladies métaboliques du foie), et 207 (sur l'hépatite chronique chez les enfants). Éd. Lippincott Williams & Wilkins, 2001.
- Al-Mahroos FT. : « Corporal Punishment and Psychological Maltreatment of School Girls in Bahrain », *Bahrain Medical Bulletin*, 1997, n° 19 (3), p. 70 à 73.

Nicole Ameline (France)

Date et lieu de naissance

4 juillet 1952, Saint-Vaast-en-Auge (France)

Langues de travail

Français, anglais

Situation / fonction actuelle

- Députée du Calvados (élue depuis 1991 au Parlement français)
 - Membre de la Commission des affaires étrangères
 - Présidente du Groupe d'étude Mondialisation : régulations économiques et sociales et du Groupe d'amitié France – Royaume-Uni
- Vice-Présidente du Comité national consultatif des droits de l'homme

Études

- Institut d'études politiques, Paris.
- DESS en droit public, option droit communautaire, Université de Caen.

Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat de l'organe conventionnel auquel postule le candidat

- Ancienne représentante du Gouvernement français à l'OIT et ancienne Ambassadrice en charge des questions sociales et de la parité dans les relations internationales.
 - Soutien à l'accès des femmes aux responsabilités politiques
 - Expertises auprès de gouvernements pour le développement des droits des femmes
 - Expertises sur la dimension sociale de la mondialisation
- Ancienne Ministre de la parité et de l'égalité professionnelle
 - Élaboration et mise en œuvre d'un plan en faveur de l'autonomie des femmes
 - Mise en place d'un dispositif législatif de lutte contre les violences conjugales
 - Définition d'une politique d'égalité salariale entre les hommes et les femmes
 - Lutte contre les stéréotypes, préjugés et traditions discriminatoires
 - Lancement de l'initiative internationale « Partenaires pour Pékin +10 ».

Magalys Arocha Domínguez (Cuba)

Date et lieu de naissance

8 janvier 1958, Pinar del Río (Cuba)

Cubaine, philosophe, doctorante en sciences philosophiques

- Professeur de philosophie dans l'enseignement supérieur
- Membre du Conseil national d'administration de la Federación de Mujeres Cubanas. Secrétariat aux affaires internationales

Études

- Licence de russe, Moscou, 1978
- Licence d'histoire et de sciences sociales, Moscou, 1982
- Spécialisation en philosophie. Université de la Havane, 1988
- Obtention du grade de professeur auxiliaire de philosophie, 1988
- Doctorante en sciences philosophiques
- Diplôme sur les méthodes d'intervention communautaire

Principales activités professionnelles

- Professeur de philosophie dans l'enseignement supérieur (1982 à 1989)
- Directrice d'une antenne provinciale de la Federación de Mujeres Cubanas (1989 à 1992)
- Déléguée à l'Assemblée du pouvoir populaire de la province de Pinar del Río (1992 à 1995)
- Présentation d'études et d'exposés, dans le cadre de réunions de spécialistes, sur la condition des Cubaines, leurs droits, la violence, les institutions et la participation des femmes à la vie politique et socioéconomique. Publications de petit format, articles de journaux, conférences magistrales dans le cadre de sommets ibéro-américains sur les questions d'égalité des sexes, d'organes des Nations Unies comme la CEPALC, de congrès de la Fédération démocratique internationale des femmes et de réunions du Forum social mondial.
- Conseillère auprès d'organisations cubaines, d'organismes des Nations Unies et de dispositifs de promotion de la femme dans plusieurs pays d'Amérique latine sur les thèmes de l'égalité des sexes et du travail international. Experte des organismes des Nations Unies.

Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat de l'organe conventionnel auquel postule le candidat

- Conseillère du Gouvernement cubain en vue de l'organisation d'un séminaire national pour donner suite au Programme d'action de Beijing et aux recommandations du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes
- Séminaire régional sur la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes sous les auspices de la CEPALC et de la Division de la promotion de la femme (Santiago de Chile, 2005)
- Séminaires sur la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, à l'initiative des Gouvernements dominicain (2006) et vénézuélien (2007)
- Conseillère du Gouvernement en sa qualité d'experte des questions d'égalité des sexes en vue de l'établissement des documents et rapports soumis à l'Organisation des Nations Unies dans le cadre de la suite donnée aux conférences et sommets mondiaux
- Experte invitée à une réunion de la Commission de la femme et à la Conférence régionale sur les femmes de la CEPALC
- Membre du Groupe de la communication dans le cadre du Protocole facultatif se rapportant à la Convention des Nations Unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (janvier 2005 à décembre 2008)

Participation à des conférences et réunions internationales (sélection)

- A présidé les délégations cubaines aux sessions de la Commission de la condition de la femme et aux réunions du Conseil d'administration de la Conférence régionale sur les femmes de la CEPALC (1998-2005) ou en a fait partie.
- Délégation cubaine à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, Beijing, 2005, et aux conférences mondiales et processus préparatoire et de suivi, Beijing+5 et Beijing+10
- Conférences régionales sur les femmes de la CEPALC (1997, 2000, 2004)
- A présidé les délégations cubaines aux sommets ibéro-américains sur les femmes et l'égalité des sexes ou en a fait partie
- Dixième à treizième Congrès de la Fédération démocratique internationale des femmes
- Forum social mondial (2000 à 2004)

Publications les plus récentes dans le domaine

- L'égalité des sexes et le système électoral cubain
- L'égalité comme valeur démocratique
- Les femmes comme protagonistes des nouveaux mouvements sociaux en Amérique latine et dans les Caraïbes
- Points de réflexion pour le débat sur l'égalité des sexes et la cohésion sociale en Amérique latine
- Unité et diversité des méthodes suivies pour donner suite aux observations finales du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes en Amérique latine

Marie Thérèse Avemeka (République du Congo)

Date et lieu de naissance

4 mars 1943 à Aboua (Makoua) (République du Congo)

Langues de travail

Français; anglais (moyen)

Situation/fonction actuelle

Consultante au Ministère des affaires étrangères et de la Francophonie

Principales activités professionnelles

Ancienne Ministre de l'intégration de la femme au développement

Représentante de la Fédération démocratique internationale des femmes à l'UNESCO de 1984 à 1999

Consultante à l'UNESCO (suivi de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes de 1995 à 1998)

Études

Administration générale, administration du travail

Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat de l'organe conventionnel auquel postule le candidat

Membre active de Femmes Afrique Solidarité (FAS)

Participation à plusieurs conférences régionales et mondiales sur les femmes

Violet Tsisiga Awori (Kenya)

Date et lieu de naissance

19 juillet 1957, Nairobi

Langue de travail

Anglais

Situation/fonction actuelle

Avocate à la Cour suprême du Kenya (26 années d'expérience). Présidente de la Fédération kényanne des femmes juristes.

Principales activités professionnelles

Cabinet d'avocats spécialisé dans le droit de la famille. Préside la Fédération kényanne des femmes juristes, qui veille à ce que le Gouvernement respecte ses obligations internationales, établit des rapports parallèles, encourage et défend la réforme de la justice, dispense une assistance juridique aux femmes marginalisées, surveille les abus des droits des femmes, contribue à l'établissement des rapports périodiques présentés par le Gouvernement au Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes.

Études

Licence de droit

Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat de l'organe conventionnel auquel postule le candidat

A participé à la cinquante-deuxième session de la Commission de la condition de la femme en février 2008. Du 12 au 24 novembre 2007, a participé à une formation sur les organes de suivi des traités qui lui a permis d'acquérir une connaissance approfondie des organismes des Nations Unies s'occupant des droits de l'homme et des procédures suivies par les organes créés en vertu d'instruments internationaux, ainsi que des mécanismes d'établissement des rapports, des questions de composition, des rapports parallèles et du suivi des mesures prises par le Gouvernement pour s'acquitter de ses obligations. En juillet 2007, a représenté la

Fédération kényanne des femmes juristes à la trente-neuvième session de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, à l'occasion de laquelle le Gouvernement kényan a présenté un rapport unique, valant cinquième et sixième rapports périodiques au Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes. A aussi présenté à cette occasion le rapport parallèle de la Fédération kényanne des femmes juristes.

Publications les plus récentes dans le domaine

Pas de publication récente.

Barbara Evelyn Bailey (Jamaïque)**Date et lieu de naissance**

14 mars 1942, Kingston

Langue de travail

Anglais

Situation/fonction actuelle

Depuis 1996, Directrice de la Regional Coordinating Unit, Centre for Gender & Development Studies (CGDS), University of the West Indies, Kingston. À ce titre, a représenté le Gouvernement jamaïcain aux conférences régionales et internationales sur des questions ayant trait à l'égalité des sexes et aux droits des femmes.

Conseille également le Gouvernement jamaïcain sur les questions d'égalité des sexes et, depuis 2004, préside le National Gender Advisory Committee (Comité consultatif national sur les questions d'égalité des sexes), qui est chargé d'élaborer une politique globale stratégique en vue de la réalisation de l'égalité des sexes et de la justice sociale et de conseiller le Gouvernement jamaïcain sur les mesures à prendre pour institutionnaliser l'égalité des sexes, ainsi que d'en assurer la coordination, l'intégration et le suivi.

Principales activités professionnelles

Depuis 2003, professeur, Égalité des sexes et éducation, University of the West Indies, Kingston

1980-1996, maître de conférences, faculté d'éducation, University of the West Indies, Kingston

Études

DEA, Enseignement, University of the West Indies, Jamaïque, 1987

Maîtrise, Enseignement, University of the West Indies, Jamaïque, 1983

Licence, Microbiologie, University of the West Indies, Jamaïque, 1974

Auditorat libre

Lecture dirigée sur les questions d'égalité des sexes et de développement, Dalhousie University, Canada, 1999

Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat de l'organe conventionnel auquel postule le candidat

Depuis 2007 : Présidente de la Gender Task Force, 2030 National Development Plan, Planning Institute of Jamaica

Depuis 1995 : Membre du Comité consultatif régional sur les questions d'égalité des sexes, UNIFEM

2000 à 2005 : Membre du Comité consultatif du Fonds canado-caribéen pour l'équité entre hommes et femmes de l'Agence canadienne de développement international (ACDI), Kingston

2003 à 2006 : Présidente du Conseil des études, Mona Unit, Centre for Gender & Development Studies, Mona Campus, UWI

Octobre 2002 : Membre de l'Équipe spéciale de la Communauté des Caraïbes (CARICOM) sur l'institutionnalisation de l'égalité des sexes, secrétariat de la CARICOM, Georgetown

Juillet 1993 à août 1994 : Coprésidente de la Commission nationale préparatoire chargée par le Gouvernement jamaïcain d'établir le rapport national de la Jamaïque sur la condition de la femme en vue de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, qui s'est tenue à Beijing, en septembre 1995

Conseillère du secrétariat de la CARICOM à l'occasion de la vingt-troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale intitulée « Les femmes en l'an 2000: égalité entre les sexes, développement et paix pour le XXI^e siècle », Siège des Nations Unies, New York, juin 2000

Conseillère du secrétariat de la CARICOM à l'occasion de la réunion de la Commission de la condition de la femme constituée en comité préparatoire de la session extraordinaire de l'Assemblée générale intitulée « Les femmes en l'an 2000: égalité entre les sexes, développement et paix pour le XXI^e siècle », Siège des Nations Unies, New York, mars 2000

Conseillère du secrétariat de la CARICOM à l'occasion de la huitième session de la Conférence régionale sur les femmes de l'Amérique latine et des Caraïbes, Lima. Chargée d'intervenir selon que de besoin et de trouver les bonnes formules lors des négociations afin de parvenir au Consensus de Lima, février 2000

A organisé et facilité une réunion des directrices des bureaux de la femme après Beijing +5, avec le parrainage de la CARICOM, Kingston, décembre 2000

A fait un exposé sur les femmes et l'éducation lors d'une réunion d'un Groupe d'experts sur Beijing +5 parrainée par le Bureau caribéen du Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM) et le secrétariat de la CARICOM, St. Michael, Barbade, mars 2000

**Représentation lors de réunions régionales et internationales :
Organisation des Nations Unies**

Chef de la délégation jamaïcaine à la trente-sixième session du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, à l'occasion de laquelle elle a présenté et défendu le cinquième rapport périodique de la Jamaïque, Organisation des Nations Unies, New York, 11 août 2006.

Membre de la délégation jamaïcaine à la cinquantième session de la Commission de la condition de la femme, Organisation des Nations Unies, New York, mars 2006. A établi et présenté la déclaration de la Jamaïque à l'Assemblée, 2 mars 2006.

Représentante du Gouvernement jamaïcain au Comité consultatif du Fonds de développement des Nations Unies pour la femme, janvier 2001 à décembre 2003, UNIFEM, New York

Membre de la délégation jamaïcaine à la vingt-troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale intitulée « Les femmes en l'an 2000 : égalité entre les sexes, développement et paix pour le XXI^e siècle », Siège des Nations Unies, New York, juin 2000

Membre de la délégation jamaïcaine à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, Beijing, septembre 1995

Membre de la délégation jamaïcaine à la Conférence mondiale chargée d'examiner et d'évaluer les résultats de la Décennie des Nations Unies pour les femmes, Nairobi, juillet 1985

Organisations régionales

Représentante de la Jamaïque à la réunion du Comité d'experts sur la violence de la Commission interaméricaine des femmes, Organisation des États américains, Buenos Aires, 18 au 21 juillet 2007

Représentante du Gouvernement jamaïcain à la trente-troisième Assemblée des déléguées de la Commission interaméricaine des femmes, San Salvador, 13 au 15 novembre 2006

Représentante du Gouvernement jamaïcain au Comité d'experts sur la violence de la Commission interaméricaine des femmes, Organisation des États américains, et participation à la réunion sur le mécanisme de suivi de l'application de la Convention de Belem do Para, Washington, 24 et 25 juillet 2006

Publications les plus récentes dans le domaine

Ouvrages en coédition

- 2004 *Gender in the Twenty-First Century: Caribbean Perspectives, Visions and Possibilities*, Kingston, Ian Randle Publishers
- 2003 *Gender Equality in the Caribbean: Reality or Illusion*, Kingston, Ian Randle Publishers
- 2000 *Gender Issues in Caribbean Education*, secrétariat de la Communauté des Caraïbes, Guyana

Articles

- 2007 « Caribbean Labour Markets: Potential of the CSME for Reducing Gender Disparities », Hall, K. et Chuck-A-Sang, M. (éd.). *CARICOM Single Market and Economy: Genesis and Prognosis*, Kingston, Ian Randle Publishers

- 2005 : *Petticoat and Coat-tails: The Dialectic of Educational Attainment and Socio-Economic, Political Autonomy and Control in the Caribbean*, IDEAZ, Vol. 4. n^{os} 1 et 2
- 2004 « Gender Equality and Women's Empowerment », dans *Regional Report on the Achievement of the Millennium Development Goals in the Caribbean Community*, New York, Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)
- 2004 « The Caribbean Experience in the International Women's Movement: Issues, Process, Constraints and Opportunities », dans *Gender in the Twenty-First Century: Caribbean Perspectives, Visions and Possibilities*, Kingston, Ian Randle Publishers

Monographies

- 2001 A Review of Gender Issues in the Dominican Republic, Haiti and Jamaica. Report n^o 21866-LAC, Washington, Banque mondiale (Consultante auprès de la Banque mondiale sur le chapitre 4, consacré à la Jamaïque)

Rapports établis sur commande

Gender Impact Survey, enquête conduite pour le compte de l'Équipe sur la transformation stratégique du Campus Mona (UWI) et rapport présenté au mois d'avril 2007 lors d'une réunion du Conseil universitaire

Gender Socialisation, Schooling and Violence in Guyana, Dominica and Grand Cayman, Compilation et édition du rapport établi par les chercheurs du CGDS, 2006

Gender Based Violence in Jamaica, Compilation et édition du rapport établi par les chercheurs du CGDS, 2005

Gender Profile: Jamaica, établi pour le compte de l'Agence japonaise de coopération internationale, 2005

Mercedes Barquet Montané (Mexique)

Date et lieu de naissance

Mexico, 1947

Langues de travail

Espagnol et anglais

Situation/fonction actuelle

Chercheuse et professeur, Programme interdisciplinaire d'études féminines, Colegio de México

Depuis 1991, coordonnatrice du cours de spécialisation en études féminines et de la maîtrise en études des questions d'égalité des sexes, processus politiques et transformations culturelles, dans le cadre du Programme interdisciplinaire d'études féminines

Principales activités professionnelles

Représentante du Mexique au Séminaire des hauts responsables des mécanismes nationaux de promotion de la femme, Tokyo, novembre et décembre 1993

Coordonnatrice générale pour les questions sociales au sein du Comité national de coordination de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, Beijing, 1994 et 1995

Responsable de la Conférence universitaire sur une culture d'équité entre hommes et femmes dans le cadre du Programme interdisciplinaire d'études féminines, Mexique-Grande-Bretagne, de 1994 à 2001

Chargée du programme de maîtrise sur l'étude des questions d'égalité des sexes, enseignement supérieur en sciences du développement, Univ. Mayor de San Andrés, La Paz, 2001

Conseillère nationale pour le projet concernant la gouvernance démocratique et l'égalité des sexes de la CEPALC et de l'INMUJERES

Titres universitaires

Maîtrise en anthropologie sociale, Universidad Iberoamericana

Doctorante en sociologie, El Colegio de México

Programmes d'études féminines, Princeton University

Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat de l'organe conventionnel auquel postule le candidat

Se consacre à la recherche et à l'enseignement sur les questions ayant trait aux femmes et à l'égalité des sexes, ainsi qu'à leur vulgarisation.

Ses travaux de recherche portent sur la théorie féministe, les mouvements de femmes et leur lien avec les institutions étatiques, l'institutionnalisation des questions d'égalité des sexes dans les politiques publiques, et la citoyenneté et la gouvernance démocratique.

A notamment fait des cours sur la théorie féministe, l'histoire de la pensée féministe, les mouvements sociaux et l'histoire des femmes.

A fait de nombreuses conférences dans des universités, tant au Mexique qu'à l'étranger (notamment en Bolivie, aux États-Unis, aux Pays-Bas, au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et en Suisse), ainsi que lors de congrès et séminaires nationaux et internationaux.

Publications les plus récentes dans le domaine

Avances de la perspectiva de género en las acciones legislativas. Compendio, (coordonnatrice), Commission chargée des questions d'équité et d'égalité des sexes, Chambre des députés, Cinquante-neuvième législature, Mexique, 2006

« Desarrollo y ciudadanía incluyente: un marco de derechos para las mexicanas », avec Sandra Osses, dans *Agenda para el Desarrollo: Derechos y políticas sociales*, coordonné par José Luis Calva, vol. 12. MA Porrúa, IIE-UNAM, México, 2007

Niklas Bruun (Finlande)**Date et lieu de naissance**

1950, Finlande

Langues de travail

Finnois, suédois, anglais et danois

Situation/fonction actuelle

Professeur de droit privé, Université d'Helsinki, Finlande

Principales activités professionnelles

Directrice de la Faculté de droit de la propriété intellectuelle (INNOCENT), depuis 2007

Professeur de droit privé, Université d'Helsinki, depuis 2006

Professeur invitée à l'Institut national du travail, Stockholm, 1993-1996; liée à l'Institut en sa qualité de directrice de recherche sur le droit européen du travail, de 1997 à 2007

Professeur de droit européen du travail, Faculté suédoise d'économie et d'administration des entreprises, Helsinki, de 1999 à 2006

Directrice du Centre de droit économique international, Faculté suédoise d'économie et d'administration des entreprises, Helsinki, depuis 1996

Professeur de droit commercial, Faculté suédoise d'économie et d'administration des entreprises, Helsinki, de 1986 à 1993

Études

Doctorat en droit, dissertation, Université d'Helsinki, 1979

Docteur en droit *honoris causa*, Université de Stockholm, 2000

Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat de l'organe conventionnel auquel postule le candidat

Responsabilités nationales

Présidente du Conseil finlandais pour l'égalité, depuis 1999

Présidente de la Commission pour une révision de la loi finlandaise relative à l'égalité des sexes, 2000-2002

Responsabilités internationales

Membre du Comité de la liberté syndicale de l'Organisation internationale du Travail, de 1996 à 1998 et depuis 2005

Représentante du Gouvernement finlandais à la quatre-vingt-onzième session de la Conférence internationale du Travail de l'Organisation internationale du Travail

Experte auprès des institutions européennes (Commission européenne et Parlement européen), en plusieurs occasions

Publications les plus récentes dans le domaine

Diverses publications, notamment sur le droit du travail et l'égalité des sexes, comme *Gender Discrimination* (1996), *Gender Discrimination and Equality* (2006), *Labour Law* (2003, 2006) et *International Encyclopedia of Laws – Intellectual Property Supplement 5/novembre* (1998). Publication fréquente d'articles dans des revues scandinaves et internationales.

Fahima Charafeddine (Liban)

Date et lieu de naissance

10 décembre 1943, au Liban

Langue(s) de travail

Arabe, français et anglais (bonnes notions)

Situation/fonction actuelle

- Professeur de sociologie à l'Université libanaise
- Vice-Présidente du National Committee for the Follow-up of Women's Issues (organisation non gouvernementale)
- Secrétaire générale de l'Association arabe de sociologie
- Membre du Comité scientifique mondial du Forum sur l'enseignement supérieur, la recherche et la connaissance (UNESCO, Paris)

Principales activités professionnelles

- Chercheuse (droits de la femme, sciences sociales et politiques)
- Spécialiste des droits de l'homme et de l'institutionnalisation de l'égalité des sexes auprès d'organismes internationaux tels que la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO), le PNUD, UNIFEM et l'UNESCO, entre autres
- Fondatrice et membre de plusieurs organisations non gouvernementales régionales et locales
- Membre de nombreux comités directeurs et de comités de rédaction de bulletins régionaux et locaux consacrés aux questions sociales

Études

- Doctorat ès lettres en philosophie, Université de Paris (1993)
- Doctorat en philosophie politique, Université de Paris (1981)
- DEA en philosophie politique, Université de Paris (1979)
- Licence (1970) et Magistère (1978) en philosophie, Université libanaise

- École normale primaire (1961-1974)
- Bac II (1974)

Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat de l'organe conventionnel auquel postule le candidat

Participation à l'élaboration du Plan national d'action en faveur des droits de la femme présenté au Parlement et au PNUD. Publication de plusieurs études en rapport avec la Déclaration universelle des droits de l'homme, la Déclaration de Beijing, l'application au Liban de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et les travaux d'organes connexes créés par traité.

Préparation de l'étude sur l'évaluation de la Commission nationale pour les femmes libanaises (2007)

Préparation d'études visant à déterminer dans quelle mesure les programmes d'enseignement sont discriminatoires à l'égard des femmes

Formatrice chargée de faire mieux connaître à la société civile le contenu de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et de diffuser les meilleures pratiques à suivre pour appliquer la Convention et donner suite aux observations finales formulées par le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (2005 et 2008)

Participation à des campagnes visant à mobiliser et à sensibiliser les pouvoirs publics à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, à la faveur de négociations, de conférences, de communiqués de presse, d'entretiens télévisés et de manifestations

Liste des publications les plus récentes du candidat dans ce domaine

- Premier à troisième rapports non officiels sur l'application au Liban de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (1999, 2004 et 2008)
- La discrimination à l'égard des femmes dans les manuels scolaires de niveau intermédiaire, compte tenu de l'approche fondée sur l'égalité des sexes (2008)
- Les femmes et la politique au Liban (2008)
- Les femmes victimes de la violence familiale (2008)
- Plan national de défense des droits de la femme (PNUD, 2007)
- La discrimination à l'égard des femmes dans les manuels scolaires du primaire, compte tenu de l'approche fondée sur l'égalité des sexes (2005)
- Les effets concrets dans la culture libanaise des activités et des plans des organisations de défense des droits de l'homme (2007)
- Deuxième document sur la discrimination à l'égard des femmes dans la législation libanaise (2005)
- La participation des Libanaises à la vie politique (2005)

Nombreuses autres publications dans le domaine des sciences sociales et politiques.

Mary Shanthi Dairiam (Malaisie)**Date et lieu de naissance**

17 septembre 1939, en Malaisie

Langue(s) de travail

Anglais, malais

Situation/fonction actuelle

Membre du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (2005-2008); Rapporteuse du Comité (2007-2008); membre de l'Équipe spéciale du PNUD chargée de l'égalité des sexes (2007-présent); membre du Groupe consultatif du Disability Rights Fund, Boston (États-Unis) (2008-présent); membre du Conseil d'administration du Comité d'action internationale pour la promotion de la femme dans la région Asie-Pacifique, Malaisie (1996-présent); membre du Comité consultatif de l'Institute for the Empowerment of Women du Mouvement des pays non alignés, Malaisie (2007-présent), membre du Conseil consultatif national sur les femmes, Malaisie (mars 2005-présent)

Principales activités professionnelles

- Membre du Conseil d'administration du Comité d'action internationale pour la promotion de la femme dans la région Asie-Pacifique, Malaisie (1996-présent)
- Directrice exécutive du Comité d'action internationale pour la promotion de la femme dans la région Asie-Pacifique, Malaisie (1993-2004)
- Administratrice de projets pour le Programme relatif aux femmes et au développement, Secrétariat du Commonwealth, Royaume-Uni (mars-juillet 1992)
- Associée au programme, Asia Pacific Forum on Women, Law and Development (APWLD), Malaisie (1988-1990)
- Directrice de la Division technique et des programmes, Federation of Family Planning Associations, Malaisie (1982-1985)

Études

- Université du Sussex (Royaume-Uni), maîtrise sur les femmes et le développement (1991)
- Université de Madras (Inde), maîtrise de littérature anglaise (1962)
- Université de Madras (Inde), licence de littérature anglaise (1960)

Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat de l'organe conventionnel auquel postule le candidat

Organisation des Nations Unies. Formation en Aceh (Indonésie) de personnes chargées de défendre le droit des femmes à l'égalité en prônant une réforme de la législation qui soit conforme à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (2007); formation des Gouvernements

sierra-léonais et libérien en vue de l'élaboration de leurs rapports destinés au Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (2005 et 2007); réalisation d'une évaluation des besoins aux fins de l'application de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes en Afghanistan (2006); formation des Gouvernements cambodgien, malaisien, samoan, tadjik et thaïlandais en vue de l'examen du respect des obligations leur incombant au titre de la Convention mené par le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (2004-2006); Conseillère personnelle du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme sur la question du Timor oriental (octobre 2000-janvier 2001).

Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE). Analyse du projet de loi sur l'égalité des sexes au Tadjikistan afin d'en évaluer l'exhaustivité et de déterminer dans quelle mesure il était conforme aux obligations visées dans la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (mars 2003) ; examen de la conformité des lois tadjiks avec les obligations visées dans la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (août 2002).

Liste des publications les plus récentes du candidat dans ce domaine

The Practice of Child Marriage in South Asian Countries: A Gross Form of Gender Based Discrimination and a Violation of Human Rights (juillet 2006)

The Relevance of the Links between Human Rights, the Beijing Platform for Action and the Millennium Development Goals (février 2005)

A Rights-Based Approach to Women's Health: Relationship between Research and Policy (octobre 2004)

Building Capacity for Change: Training Manual on the Application of the Principles of the Convention to Promote Women's Rights, Comité d'action internationale pour la promotion de la femme dans la région Asie-Pacifique (2001/02)

Indira Jaising (Inde)

Date et lieu de naissance

3 juin 1940, à Mumbai (Inde)

Langue(s) de travail

Anglais

Situation/fonction actuelle

Première avocate, Cour suprême indienne

Secrétaire de l'association Lawyers' Collective

Principales activités professionnelles

Avocate à la Cour suprême indienne

Directrice de publication du mensuel *The Lawyers*

Directrice de l'initiative en faveur des femmes lancée par Lawyers Collective

Études

Maîtrise de droit, Université de Bombay

Avoué, Cour supérieure de Bombay

Licence ès lettres, Université de Bangalore, Karnataka

Chargée de cours, Institute of Advanced Legal Studies, Londres

Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat de l'organe conventionnel auquel postule le candidat

Travail au service de la Commission nationale pour les femmes, Inde

Organisation d'ateliers et établissement de rapports sur les intérêts des femmes

Contribution à l'élaboration d'une loi sur la violence familiale (loi de 2005 sur la protection des femmes contre la violence familiale)

Liste des publications les plus récentes du candidat dans ce domaine

« One Step Closer to Equality », article paru dans *Little Magazine* (2007).

Staying Alive: First Monitoring & Evaluation Report 2007 on Protection of Women from Domestic Violence Act 2005, Initiative en faveur des femmes de Lawyers Collective (2007).

Coauteur de *From the Abnormal to the Normal: Preventing Sex Selective Abortions through the Law*, Initiative en faveur des femmes de Lawyers Collective (2007).

Madina Jarbussynova (Kazakhstan)

Date et lieu de naissance

10 novembre 1954, à Almaty (Kazakhstan)

Langue(s) de travail

Anglais, russe

Situation/fonction actuelle

Depuis août 2003 : Ambassadrice extraordinaire, Ministère kazakh des affaires étrangères

Principales activités professionnelles

Novembre 1999-mai 2003 : Représentante permanente de la République du Kazakhstan auprès de l'Organisation des Nations Unies

Septembre 1998-novembre 1999 : Vice-Ministre des affaires étrangères de la République du Kazakhstan

- Août 1995-septembre 1998 : Conseillère, Chef du Département des relations multilatérales et des organisations internationales du Ministère des affaires étrangères
- Décembre 1990-août 1995 : Chef du Secteur des relations interparlementaires du Département de l'information du Parlement kazakh
- Décembre 1987-décembre 1990 : Maître de conférences à l'Université pédagogique pour les femmes de l'État du Kazakhstan
- Octobre 1983-décembre 1987 : Chef de la Division chargée des jeunes scientifiques au sein du Comité central de la jeunesse du Kazakhstan
- Mai 1980-octobre 1983 : Conférencière à l'Université des relations internationales et des langues du monde de l'État du Kazakhstan

Études

- 1971-1975 : Université des relations internationales et des langues du monde de l'État du Kazakhstan
- 1977-1980 : Études universitaires supérieures à l'Académie des sciences de l'URSS (Moscou)
- 1982-1983 : Études universitaires supérieures au London University College, spécialisation en anglais
- 1998 : Études à l'Académie diplomatique du Ministère des affaires étrangères du Kazakhstan
- 2005-2007 : Professeur de jurisprudence à l'Université nommée d'après D. Kunaev

Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat de l'organe conventionnel auquel postule le candidat

Membre de la délégation du Kazakhstan aux cinquante et unième à cinquante-sixième sessions de l'Assemblée générale des Nations Unies, à la dix-neuvième session extraordinaire de l'Assemblée générale (Sommet Planète Terre + 5), à la vingt-troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au thème « Les femmes en l'an 2000 : égalité entre les sexes, développement et paix pour le XXI^e siècle », et aux vingt-quatrième et trente-septième sessions du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes

Chef de la délégation du Kazakhstan aux quarante-neuvième à cinquante et unième sessions de la Commission de la condition de la femme, aux quarante-troisième et quarante-cinquième sessions du Comité des droits de l'enfant, aux rencontres annuelles organisées par l'OSCE sur la protection des droits de l'homme (2004 et 2005), et à la première conférence de l'Organisation de la Conférence islamique (OCI) sur le rôle des femmes dans le développement des États membres de l'OCI (2006)

Participation, en qualité de conseillère, aux travaux du Comité consultatif d'UNIFEM (2001-2003), et membre du Bureau de la Commission du développement durable (2001-2002)

Membre de la Commission nationale des questions familiales et des politiques relatives à l'égalité des sexes (depuis 1999)

Membre de la Commission des droits de l'homme, chapeautée par le Président de la République du Kazakhstan (depuis 2004)

Présidente du Conseil d'administration du Fonds national de SOS Villages d'enfants du Kazakhstan (depuis 2007)

Liste des publications les plus récentes du candidat dans ce domaine

Auteur de nombreuses publications sur les relations internationales, les droits de l'homme, l'égalité des sexes, etc.

Latifa Jbabdi (Maroc)

Date et lieu de naissance

26 janvier 1955, à Tiznit (Maroc)

Langue(s) de travail

Français, arabe

Situation/fonction actuelle

Consultante privée en matière de droits humains, de droits des femmes, de justice transitionnelle, de développement humain, de l'approche genre (Maroc, région arabe, Afrique, espace euroméditerranéen et conférences internationales)

Députée à la Chambre des Représentants au Parlement marocain depuis 2007

Principales activités professionnelles

Expert permanent auprès de l'Agence du développement social du Maroc

Membre du Conseil consultatif des droits de l'homme du Maroc (Institution nationale des droits de l'homme) (depuis 2002)

Ancienne membre de l'Instance Équité et Réconciliation (IER) : Commission de vérité s'inscrivant dans le cadre de la justice transitionnelle (2004-2005)

Membre de l'Observatoire national des droits de l'enfant

Directrice et fondatrice de l'école privée Sanabil Alfath, fondamental et préscolaire, Rabat (1989-1999)

Chercheuse à l'Institut d'études et de recherche pour l'arabisation, Université Mohammed V, Rabat (1981-1989)

Professeur de deuxième cycle, philosophie (1979-1981), puis dans des établissements privés (1981-1983)

Rédactrice en chef du journal *8 mars* (mensuel féministe) (1983-1995)
 Chef de rédaction de l'édition arabe du Mémorial du Maroc (1984-1988)

Études

Doctorat en cours, sociologie du développement, « Les politiques d'intégration des femmes au développement », UQAM, Montréal

Diplôme d'études supérieures en études féministes, UQAM (juin 2000)

Masters en sociologie, UQAM (septembre 1999)

Licence en sociologie, Faculté des lettres et des sciences humaines, Université Mohammed V, Rabat (1981)

DEUG en philosophie, sociologie, et psychologie, faculté des lettres et des sciences humaines, Université Mohammed V (1979)

Bac lettres modernes, Rabat (1974)

Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat de l'organe conventionnel auquel postule le candidat

Présidente fondatrice de l'Union de l'Action féminine (UAF) depuis 1983 (organisation non gouvernementale ayant le statut consultatif auprès du Conseil économique et social)

Rédactrice en chef du journal féministe *8 mars* (1983-1994)

Membre fondateur du Comité démocratique de coordination féminine (11 associations), axé sur les droits politiques de la femme et créé en octobre 1996

Membre fondateur et coordonnatrice du Conseil national pour le changement du statut personnel (Code de la famille), créé au mois d'avril 1992 (23 associations et 120 personnalités)

Membre fondateur et coordonnatrice du Comité national de lutte contre la violence, créé en 1993 (9 associations)

Membre fondateur et coordonnatrice du Comité de suivi pour la mise en œuvre des droits de la femme, créé en 1994 (8 associations)

Membre fondateur et coordonnatrice du Comité de coordination nationale pour la préparation de la Conférence mondiale sur les droits de l'homme (Vienne, 1993)

Coordonnatrice de la Conférence régionale des ONG féminines africaines pour la préparation de la Conférence mondiale sur les droits de l'homme tenue à Vienne, organisée par l'UAF (1993)

Membre fondateur du Comité national préparatoire de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes (Beijing, 1995)

Membre de la Commission nationale mixte (gouvernementale et non gouvernementale) pour la préparation et le suivi de la Conférence mondiale de Nairobi sur la femme (1984-1989) et de la Conférence de Beijing (1994-1996), Présidente de la Commission (la femme dans la vie politique et administrative)

Membre du Comité mixte (État, société civile) de réflexion sur une stratégie nationale pour l'alphabétisation

Élue Femme de l'année (1996)

Nommée Ambassadrice de la société civile auprès de la Commission des droits de l'homme des Nations Unies à Genève (mars 1998)

Coordonnatrice de la Marche mondiale des femmes pour le Maroc et le monde arabe, à Rabat (12 mars 2000)

Liste des publications les plus récentes du candidat dans ce domaine

« Pour une présence plus visible de la question féminine », *Journal Anoual*

« La femme ouvrière marocaine, la double servitude », *Journal Anoual*

« De l'Histoire du féminisme », *Journal Anoual*

« Le nouveau projet du statut personnel », *Journal Anoual*

« La polygamie et la nouvelle Moudawana », *Journal Anoual*

« La femme marocaine et le travail selon les dernières statistiques officielles », *Journal Anoual*

« Les ouvrières des manufactures de tapis » (enquête réalisée dans 35 manufactures de Rabat-Salé)

« La femme marocaine et les élections », *Journal Anoual*

« La femme marocaine et la politique, les apports et les blocages », *Journal Anoual*

« Pour un mouvement de masse des femmes », *Journal Anoual*

« Que les femmes défient les obstacles et luttent pour un avenir meilleur », *Journal Anoual*

« Pour une nouvelle approche de la question féminine », *Journal 8 mars*

« Le socialisme, la cause féminine et les tendances dominantes au Maroc », *Journal 8 mars*

« Pour un mouvement de masse des femmes démocratiques », *Journal 8 mars*

« Où va la femme marocaine? », *Journal 8 mars*

« Pour une meilleure intégration des femmes au développement », *Journal 8 mars*

« Combien de femmes sommes-nous? » (analyse des statistiques officielles), *Journal 8 mars*

« La femme marocaine et les élections législatives », *Journal 8 mars*

« Le travail des femmes au Maroc », *Journal 8 mars*

« Le féminisme français », *Journal 8 mars*

« Les instruments internationaux et la femme », *Journal 8 mars*

« Le divorce : droit exclusif de l'homme ou le recours au juge », *Journal 8 mars*

« La femme ouvrière, une présence de poids mais.. », *Journal 8 mars*

« Enquête sur les lycéennes », *Journal 8 mars*

« L'Union de l'Action Féminine », *Journal Anoual*

« Deux cent femmes pour une même cause », *Journal Anoual*

« Les femmes dans le mouvement national, le mouvement des femmes sous le colonialisme : interview avec Malika El Fassi, la femme qui a signé la Charte de l'indépendance », *Journal 8 mars*

« Quels acquis pour les femmes? », *Journal 8 mars*

« Quelles stratégies pour l'émancipation de la femme? », *Journal 8 mars*

« Le parlement et la femme, dossier, entretiens effectués avec des députés de l'opposition et le Président de la Commission parlementaire des affaires sociales », *Journal 8 mars*

« À propos de la division sexuelle du travail », *Journal 8 mars*

« La crise des structures familiales au Maroc », *Journal 8 mars*

Soledad Murillo de la Vega (Espagne)

Date et lieu de naissance

Le 21 avril 1956, à Madrid

Langue(s) de travail

Espagnol : langue maternelle

Anglais : bonne maîtrise à l'oral et à l'écrit, niveau moyen à la lecture

Français : bonne maîtrise à l'oral et à l'écrit, niveau moyen à la lecture

Situation/fonction actuelle

Depuis mai 1995 : Professeur titulaire à la Faculté de sciences sociales de l'Université de Salamanque

Principales activités professionnelles

2004-2008 – Secrétaire générale à la politique d'égalité des chances du Gouvernement espagnol, Ministère du travail et des affaires sociales

1995-2004 – Professeur titulaire au Département de sociologie de l'Université de Salamanque

1993-1995 – Chargée de cours

1991-1993 – Techniques d'étude de marché

1988-1991 – Membre du personnel technique de la Sous-direction des études du Ministère du travail

Autres

Participation à divers projets d'étude subventionnés

Participation à divers projets menés avec des entreprises ou des administrations

Participation à de nombreux congrès universitaires

Direction de thèses de doctorat

Études

Licence de sociologie, Université Complutense, Madrid (1981)

Doctorat de sociologie, Département des méthodes, de la recherche et de la théorie de la communication, Université Complutense, Madrid (1993)

Cours du troisième cycle, Illustrations du féminisme, Université Complutense (1990-1992)

Cours d'analyse des discours, Centre d'analyse QUIPU, Centre de psychothérapie appliquée

Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat de l'organe conventionnel auquel postule le candidat

En tant que Secrétaire générale à la politique d'égalité des chances : supervision de deux grandes institutions : l'Institut de la femme (compétent dans le domaine de la santé, de l'éducation, de l'emploi et de la protection sociale) et la Délégation spéciale chargée de lutter contre la violence sexiste

Participation aux manifestations ci-après : examen du cinquième rapport établi par l'Espagne à l'intention du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes; Conférence des ministres chargés de l'égalité entre les femmes et les hommes organisée sous chaque présidence de l'Union européenne, Chef de la délégation participant aux sessions de la Deutsche Stiftung Weltbevölkerung (Fondation allemande pour la population mondiale) (2005 et 2007)

Membre de la Commission mixte du Sénat espagnol chargée des mesures de prévention de la violence sexiste (2001)

Organisatrice et Présidente du Séminaire d'études sur la femme proposé par l'Université de Salamanque

Membre du Groupe d'experts de l'Institut de la femme (1998-2000)

Membre du Comité scientifique du Masters d'agents de l'égalité entre les femmes et les hommes

Liste des publications les plus récentes du candidat dans ce domaine

Ciudadanía. Diccionario de Solidaridad, Antonio Ariño (éd.), tome II, Valence (2003)

Ciudadanía activa: la participación de las mujeres, Madrid (2003)

Lo Común y lo propio en las relaciones de pareja, Constanza Tobío (éd.), Madrid (2003)

Relaciones de Poder entre hombres y mujeres. Construcción de Roles en la violencia doméstica, Madrid (2001)

Nuevos riesgos y nuevas formas de pensar el empleo femenino, Teresa López de la Vieja (éd.), Salamanque (2000)

Marie-Christine Ntagwirumugara (Burundi)

Date et lieu de naissance

28 novembre 1959, Bujumbura

Langues de travail

Français et anglais

Fonctions actuelles

Députée à l'Assemblée nationale du Burundi, point de contact pour le genre

Principales activités professionnelles

- Action de sensibilisation aux droits humains, à la bonne gouvernance et à l'état de droit
- Consultante sur les questions de genre pour la Banque mondiale, le FNUAP, Global Rights, UNIFEM, Action Aid, le PNUD et plusieurs associations locales
- Chargée de formation aux droits humains pour plusieurs organisations présentes au Burundi, parmi lesquelles le Bureau du Haut-Commissariat aux droits de l'homme au Burundi
- Conseillère juridique de l'Association des juristes catholiques du Burundi
- Cofondatrice de l'Association des femmes juristes du Burundi
- Membre du Réseau des femmes parlementaires et ministres pour l'application d'une approche fondée sur le genre aux instruments juridiques burundais

Études

1. Licence en droit
2. Certificat du cours sur la réforme judiciaire, Dakar (2000)
3. Certificat de formation à l'approche fondée sur le genre, Bujumbura (2000)
4. Les femmes dans la gestion des conflits, Kigali (2002)
5. Certificat du huitième stage de formation à l'intégration du genre dans la gouvernance, Manille (2007)

Autres activités dans le domaine relatif au mandat de l'organe concerné

- Activités de sensibilisation pour faire adopter une nouvelle loi sur les successions au Burundi
- Ateliers d'initiation à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes
- Sensibilisation aux abus sexuels et aux traitements inhumains infligés aux femmes

- Formation au droit successoral, aux régimes matrimoniaux et au droit des donations
- Formation d’assistants juridiques

Publications les plus récentes dans le domaine considéré

- Règlement des contentieux administratifs dans l’ordre juridique burundais (octobre 1986)
- Aspects positifs et lacunes du système de protection des femmes au Burundi (2001)
- Document de mobilisation en faveur d’un Conseil national du genre (mars 2002)
- Manuel de formation sur la Convention sur l’élimination de toutes les formes de discrimination à l’égard des femmes et ses effets juridiques au Burundi (novembre 2005)
- Rapport parallèle sur l’application de la Convention au Burundi (janvier 2007)

Silvia Pimentel (Brésil)

Date et lieu de naissance

3 janvier 1940, Minas Gerais (Brésil)

Langues de travail

Espagnol, anglais, français

Fonctions actuelles

Professeur de droit (deuxième et troisième cycles) à la Pontificia Universidade Católica (PUC) de São Paulo

Principales activités professionnelles

Enseignement du droit à l’Université catholique de São Paulo (PUC-SP) depuis 1973. Enseigne également dans le programme d’études du troisième cycle.

Experte du Comité sur l’élimination de la discrimination à l’égard des femmes depuis 2005

Études

Docteur en philosophie du droit de l’Université catholique de São Paulo (1977)

Maîtrise en psychologie de l’éducation de l’Université catholique de São Paulo (1973)

Licence en droit de l’Université catholique de São Paulo (1970)

Autres activités dans le domaine relatif au mandat de l'organe concerné

Organisations non gouvernementales

- Membre fondatrice du Comité de défense des droits de la femme en Amérique latine et dans les Caraïbes (CLADEM) en 1987. Membre de son conseil consultatif honoraire depuis 2003. Coordonnatrice de la Section brésilienne du CLADEM (1992-2005).
- Membre fondatrice d'International Women's Rights Action Watch (IWRAP) en 1985
- Présidente de l'Institut pour la promotion de l'équité (IPE) depuis 2003
- Membre du Conseil directeur de la Commission de la citoyenneté et de la reproduction (CCR)

Expérience militante

- Auteur du « Nouveau Statut civil de la femme », proposition de réforme du Code civil brésilien présentée au Congrès national en 1981 et incorporée à la réforme du Code civil brésilien de 2002
- Participation à la rédaction de la Constitution brésilienne, dans le cadre d'un groupe de six femmes qui ont publié, en août 1986, une historique « Lettre des femmes aux Constituants »

Publications les plus récentes dans le domaine considéré

1. « Education and Legal Literacy » in *The Circle of Empowerment*, ouvrage collectif célébrant le vingt-cinquième anniversaire de la Convention, sous la direction de Cees Flinterman et Beate Schopp-Schilling, Feminist Press, New York (2007)
2. *Legitimate Defense of Honour, or Murder with Impunity?*, étude critique de la législation et de la jurisprudence latino-américaine, par Silvia Pimentel, Valeria Pandjardian et Juliana Belloque, sous la direction de Lynn Welchman et Sara Hossain, ZED BOOKS, Londres (2005)

Victoria Popescu (Roumanie)

Date et lieu de naissance

23 août 1951, Bucarest

Langues de travail

Anglais, français

Fonctions actuelles

Ambassadrice de Roumanie auprès du Royaume de Suède (depuis septembre 2004)

Membre du Conseil interministériel roumain pour l'égalité des chances entre les femmes et les hommes (depuis 1999)

Principales activités professionnelles

Interprète et enseignante de français et d'anglais. Depuis 1990 : diplomate, avec un intérêt particulier pour les droits de l'homme et les affaires mondiales; Première Secrétaire et Conseillère à la Mission permanente de la Roumanie auprès de l'ONU (1994-1999); Directrice adjointe pour les droits de l'homme et le Conseil de l'Europe au Ministère des affaires étrangères (1999-2000); Directrice et Directrice générale pour l'ONU et les affaires mondiales (2000-2004); Ambassadrice de Roumanie auprès du Royaume de Suède

Participation à des conférences mondiales comme la Conférence mondiale de 2005 sur les femmes à Beijing et le Sommet de Monterrey sur le financement du développement (2002) et à des réunions sur les droits de l'homme et l'égalité entre les femmes et les hommes sous les auspices de l'ONU, de l'OSCE, du Conseil de l'Europe et de l'Organisation mondiale de la Francophonie

Contribution à la rédaction et à la présentation des rapports nationaux au Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, au Comité pour l'élimination de la discrimination raciale et au Comité des droits de l'homme

Études

Faculté des langues étrangères (section français-anglais) de l'Université de Bucarest (1971-1976); études postuniversitaires : cours de perfectionnement en anglais (Oxford, 1991); relations internationales (Roumanie, 1993-1994; Hollande, 1994)

Autres activités dans le domaine relatif au mandat de l'organe concerné

Positions internationales : experte du Comité sur l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (2003-2006); Vice-Présidente du Bureau du Comité (2003-2004); Présidente du Comité consultatif d'UNIFEM (1998-2000); Rapporteuse et Vice-Présidente de la Troisième Commission de l'Assemblée générale de l'ONU (1996-1997, 1998-1999); membre suppléante de la Sous-Commission de l'ONU pour les droits de l'homme (2000-2006)

Facilitatrice de résolution de l'ONU sur la promotion des femmes et facilitatrice du Protocole facultatif de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (1997-1999)

Personne ressource pour la Convention dans le cadre de réunions d'experts [Bratislava (2005); Bangkok (2006)]

Paneliste sur « Le pouvoir et le genre », forum du Conseil de l'Europe pour l'avenir de la démocratie (Stockholm, juin 2007)

Publications les plus récentes dans le domaine considéré

Articles et études sur l'égalité des genres et les droits de l'homme

Discours et exposés sur les droits de l'homme et l'égalité des genres dans le cadre de réunions internationales

Exposés sur la Convention pour des organisations non gouvernementales et des associations féminines en Roumanie et en Suède

Zohra Rasekh (Afghanistan)

Date et lieu de naissance

7 février 1964, Kaboul

Langues de travail

Anglais, farsi et dari

Fonctions actuelles

Chef du Département des droits de l'homme et du genre au Ministère des affaires étrangères de la République islamique d'Afghanistan

Conseillère du Ministre des affaires étrangères pour les questions de genre et de droits de l'homme

Principales activités professionnelles

Conseiller le Gouvernement dans la formulation de ses politiques et de son action en matière de genre et de droits de l'homme en rapport avec la communauté internationale et les bailleurs de fonds

Agir en liaison avec le Ministère de la condition de la femme, la Commission afghane des droits de l'homme et les organisations internationales dans le domaine du genre et des droits de l'homme

Suivre les activités au service du genre et des droits de l'homme des organismes et associations locaux et internationaux et en rendre compte

Mobiliser les ressources et les moyens techniques nécessaires pour mieux répondre aux besoins dans le domaine du genre et des droits de l'homme en Afghanistan

Diriger la préparation des rapports aux organes de suivi des traités internationaux relatifs aux droits de l'homme pour le Gouvernement afghan

Analyser et donner suite aux cas individuels de femmes victimes de violences ou d'injustice à l'extérieur des frontières afghanes

Études

Maîtrise en santé publique (mai 1994), George Washington University, School of Medicine and Healthcare Sciences, Washington

Licence en sociologie (décembre 1989), George Washington University, Columbian College, Washington

Bourse de recherche (janvier 2006), Women and Public Policy Program, Kennedy School of Government, Harvard University, Cambridge (États-Unis)

Autres activités dans le domaine relatif au mandat de l'organe concerné

Membre active des organismes suivants : US-Afghan Women's Council, Commission afghane pour l'élimination de la violence contre les femmes, Groupe consultatif sur les droits de l'homme, Commission d'examen de la Convention sur l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (représentante de

l'administration et de la société civile chargée de transposer les dispositions de la Convention dans le droit interne afghan)

Responsable d'un projet de renforcement des capacités de préparation des rapports destinés aux organes de suivi des traités relatifs aux droits de l'homme, y compris la Convention; responsable de projets sur la traite des femmes et des filles et de séminaires sur les droits des femmes selon l'islam

Publications récentes dans le domaine considéré

Women's Health and Human Rights in Afghanistan
Journal of the American Medical Association (JAMA)

The Taliban's War on Women: A Health and Human Rights Crisis in Afghanistan
Physicians for Human Rights

Education, A Health Imperative: The Case of Afghanistan
François-Xavier Bagnoud Center for Health and Human Rights, Harvard Publication

Health and Human Rights for Adolescent Girls in Afghanistan
Journal of the American Medical Association (JAMA)

In this Generation: Sexual and Reproductive Health Policies for a Youthful World
PAI Publishing

Xiaoqiao Zou (Chine)

Date et lieu de naissance

22 février 1952, province de Jiangsu (Chine)

Langues de travail

Chinois et anglais

Fonctions actuelles

Directrice générale, Département des affaires internationales, Fédération des femmes de Chine (ACWF)

Conseillère spéciale pour le genre, Comité de travail du Conseil d'État sur les femmes et les enfants

Membre du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (2005-2008)

Autres fonctions

Vice-Présidente de l'association chinoise Réseau pour les échanges internationaux (Network for International Exchanges)

Membre du Conseil exécutif de la Société chinoise d'études des droits de l'homme

Membre du Conseil d'administration de l'Association Chine-Nations Unies

Principales activités professionnelles

1. Conseillère et responsable de formation auprès des Gouvernements chinois et vietnamien pour la Convention sur l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, les obligations des États, les observations finales et les recommandations générales du Comité
2. Conseillère du Gouvernement chinois pour le genre et chargée de missions de formation sur les droits humains des femmes et la Convention auprès de responsables des administrations locales, d'agents de la force publique, de cadres féminins et du public
3. Facilitatrice et coordonnatrice de projets de coopération entre la Chine et l'Australie et entre la Chine et la Suède contre la violence familiale et la traite des femmes et des enfants et pour le renforcement des capacités et la promotion de l'égalité des sexes
4. Intervenante principale des dialogues sur les droits de l'homme entre la Chine et le Canada, la Chine et l'Union européenne, la Chine et l'Australie, la Chine, le Canada et la Norvège, et la Chine et la Suède
5. Représentante suppléante et Conseillère de la délégation chinoise à la troisième Conférence mondiale sur les femmes, à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, à la vingt-troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale de l'ONU, à la Conférence internationale sur la population et le développement et aux sessions de la Commission de la condition de la femme et de la Commission des droits de l'homme

Études

1986	Diplôme, Université des Andes (Colombie) Méthodologie, collecte et analyse de données
1985	Diplôme, Université de Chicago (États-Unis) Sociologie, études féminines
1978-1980	Diplôme, Université de Canberra (Australie) Histoire, politique et littérature
1971-1975	Licence en littérature anglaise, Faculté des études étrangères de l'Université de Beijing

Autres activités dans le domaine relatif au mandat de l'organe concerné

1. **Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes**

2004-2008	Coordonnatrice et animatrice de programmes de formation aux droits humains des femmes, à l'égalité des sexes, à l'intégration du genre, à la budgétisation favorisant l'égalité des sexes et à la Convention
2003	Membre du Comité d'examen des cinquième et sixième rapports périodiques de la Chine sur l'application de la Convention

- 2002 Chef de la délégation chinoise à la deuxième Conférence régionale sur la circulation illégale : cas de la traite des femmes et des enfants
- 1999 Représentante suppléante de la délégation à la douzième session du Comité pour l'examen des troisième et quatrième rapports périodiques de la Chine
- 1997 Membre du Comité de rédaction des troisième et quatrième rapports périodiques de la Chine sur l'application de la Convention

2. Questions de genre

- 2006 Participation au sixième Forum des femmes d'Asie orientale et au premier Forum des femmes de l'ASEAN à Beijing
- 2005 Membre du Comité d'organisation du dixième anniversaire de la quatrième Conférence mondiale des Nations Unies sur les femmes à Beijing
- 2004 Organisatrice de la Conférence mondiale des femmes entrepreneurs à Beijing
- 2001-2003 Membre du Comité de coordination du Réseau des femmes dirigeantes de l'Association de coopération économique Asie-Pacifique
- 1996 Représentante personnelle de la Première Dame de Chine à la première Réunion du Comité directeur permanent pour l'Asie et le Pacifique (Regional Standing Committee Asia-Pacific) sur le progrès économique des femmes des régions rurales et insulaires
- 1995 Membre du Comité organisateur chinois de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes
- 1994 Conseillère de la délégation chinoise à la deuxième Conférence ministérielle Asie-Pacifique sur les femmes et le développement

Publications récentes

Lauréate du prix « Édification d'une société modérément prospère à tous les points de vue, y compris celui des droits de l'homme » décerné en avril 2004 par la Fondation chinoise des droits de l'homme

« The footsteps of civilization », Beijing, vol. 2, *Human Rights Journal*, 2004

International Women's Movement and Organizations, Beijing, China Women's Press, 2001

Directrice de la publication, *Chinese Women at the 1995 NGO Forum on Women*, Beijing, Chinese Women's Press, 1996